

HARCELEMENT SEXUEL : QUELLES REPONSES ?

Irène Théry

« Pour une nouvelle civilité sexuelle »

Selon la sociologue, le hashtag #balancetonporc est le signe que la honte a changé de camp. Et que la lutte contre le harcèlement sexuel est une question de civilisation

Par IRÈNE THÉRY

Balance ton porc : le grand délation a commencé », a écrit la journaliste Elisabeth Lévy dans *Causeur*. Et elle est si sûre de son jugement historique qu'elle prédit que, un jour, on se souviendra de ce mois d'octobre 2017 comme de « l'époque où la délation est devenue un acte de courage, la surveillance un droit moral, et le déballage un devoir de correction ». Et Alain Finkielkraut d'en rajouter à « L'Émission politique » : avec ce hashtag dont la vulgarité et la brutalité passent l'imagination, c'est, selon lui, la fin de la plus élémentaire présomption d'innocence, tous les hommes brutalement transformés en porcs, cependant que sonne le glas d'une époque révolue, celle de la mixité heureuse et du respect des manières, cœur de la civilisation des mœurs, fierté d'une certaine identité française.

Je n'en reviens pas. Je me demande si nous vivons dans le même monde. Aurais-je cédé à l'air du temps, et passé du côté de la délation et du déballage, moi qui, comme tant d'autres, ai pris mon clavier et tracé ces mots sur ma page Facebook, #MoiAussi, en donnant les âges auxquels ça m'est arrivé : 8, 24 et 35 ans. Faudrait-il trier le bon grain de l'ivraie, et séparer celles qui, comme moi, ont utilisé le hashtag #MeToo, n'ont dénoncé personne et n'ont pas même exposé les faits, et celles qui ont choisi, au contraire, d'utiliser à plein la force humoristique de #balancetonporc, raconté sans détour ce qui leur était arrivé, et parfois même (très rarement, il faut le souligner) nommé celui qui les avait agressées ? Pour moi, la réponse est claire : entre la sobriété et la provocation, la retenue et le récit, c'est une simple question de style, peut-être d'âge ou de sensibilité – peu importe, au fond. Le fait important, c'est justement la rencontre évidente, amicale, solidaire de ces façons d'agir différentes. Ce que nous disons, ce que nous faisons en ce moment, est pour l'essentiel identique. Nous témoignons. Il n'y a pas moins de pudeur chez les unes que chez les autres, pas plus de vulgarité chez les autres que chez les unes. J'ai choisi #MoiAussi, mais plus j'y pense, plus j'apprécie le chic de #balancetonporc : pour toutes celles qui, parmi nous, ont reçu la vulgarité extrême au plus intime de leur corps, et qui en ont intériorisé la honte, y compris à leur esprit défendant, la respiration est plus libre depuis que ce remarquable retour à l'envoyeur a été balancé comme un direct du droit. Par le

simple fait de dire que nous avons subi, nous faisons advenir quelque chose de neuf. La honte, peu à peu, change de camp.

Nous sommes si nombreuses que c'en est impressionnant. Nous le savions déjà par nos discussions entre amies, mais quelque chose est absolument différent quand se dit au grand jour toute la gamme des choses subies, qui va des mots obscènes et des mains aux fesses aux agressions sexuelles, aux viols et aux menaces de mort. Ce qui change, depuis quelques jours, c'est justement que cette parole, longtemps privée, change de statut. Qu'elle devienne publique. Qu'elle soit posée là, dans l'espace commun, et qu'elle place chacune et chacun devant ses responsabilités. Prendre la mesure d'un héritage. Affronter la complexité du présent. Dessiner l'espoir du futur.

Prendre la mesure d'un héritage. Aucune nostalgie du passé n'est décente. Car il y a toujours eu un envers sombre à la galanterie aristocratique célébrée depuis tant d'années par M. Finkielkraut. Cet envers se nommait la division des femmes en deux, celles qu'on respecte et celles qu'on méprise. Celles qu'on épouse et celles qu'on baise. Celles qui sont l'honneur de la famille et celles qui sont perdues de réputation. Ce grand partage n'était pas un accident, mais un véritable

principe organisateur de la société, dans un monde fondé sur la complémentarité hiérarchique des sexes et qui désignait les femmes comme les responsables et les coupables de la sexualité des hommes. Séparation des femmes par classes. Quand le viol des « femmes de qualité » était féroce réprimé, le gibier à portée de main se nommait domestiques, lavandières, filles de ferme, employées, ouvrières, secrétaires. Séparation plus secrète des forts et des faibles dans le secret des familles, des institutions religieuses et des pensionnats, où l'on comprend que l'envers du décor, c'était le continent noir de la violence sexuelle sur certains des plus jeunes, des plus fragiles, petites filles mais aussi petits garçons. Division enfin des femmes par état matrimonial, dignes épouses et mères de familles d'un côté, filles perdues et filles-mères, catins et prostituées de l'autre. Ce principe de division a été dénoncé, et avec quel courage, par celles qui savent mieux que quiconque que naguère encore, leur métier les plaçait du côté de celles qu'on n'épouse pas. Nous ne devons jamais oublier ce que nous devons aux actrices.

DISTINGUER SÉDUCTION ET AGRESSION

Affronter la complexité du présent. Le point

central, qui échappe manifestement à ceux qui s'indignent, est que dans ces témoignages, la volonté de faire tomber des têtes est très peu présente. Il ne s'agit pas principalement de traîner en justice, pas même de désigner des individus à la vindicte. Et, même si tout a démarré par l'affaire Weinstein, il faut savoir écouter au-delà. Réécouter, par exemple, le témoignage de Florence Darel à l'émission « Quotidien », exemplaire de dignité et de pudeur. Elle ne venait pas lyncher un homme déjà à terre, elle venait parce qu'une chaîne de solidarité se tisse anneau par anneau, et que seul le fait d'ajouter un témoignage personnel à un autre peut renverser le principe de l'omerta. Je redoute, bien sûr, que des injustices soient commises. Mais affronter ce risque ne peut pas être une raison de renoncer.

Dessiner l'espoir du futur. J'ai entendu Laure Adler le dire magnifiquement un matin à la radio, mais aussi Anne Nivat à la télévision. Ce qui se passe aujourd'hui est une question de société, de culture, de civilisation. Pour celles qui parlent, c'est la fin d'une longue épreuve, dont on sent rétrospectivement à quel point elle était lourde. Mais en aucun cas ce qui domine n'est une plainte victimaire : c'est un geste de fierté, de foi en l'avenir et un pari sur l'intelligence collective. Ce pari sur l'intelligence dit une chose simple : ce qui se passe aujourd'hui n'est en rien une mise en cause du charme, du plaisir ou de la séduction. Il faut en finir avec ces amalgames : tout le monde sait parfaitement distinguer la séduction et l'agression. Tout le monde. Que l'on tente de séduire, ou qu'on se laisse séduire, on sait quand l'autre consent, et on sait quand on consent soi-même. La séduction, c'est justement l'art de lever un à un les possibles malentendus. Et c'est notre chance que cela ait été dit en premier par les actrices, ces incarnations de la séduction, dont nous admirons les silhouettes, dont nous aimons qu'elles montrent leurs jambes et leurs décolletés. Les actrices n'acceptent plus comme une fatalité de risquer les pelotages et les violences. Elles ne sont pas du gibier pour libidineux de petite ou de grande catégorie. Leurs témoignages sont comme ceux de milliers d'anonymes, et comme le mien aussi : l'appel à une nouvelle civilité sexuelle. ■



Irène Théry est sociologue, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Marie-France Hirigoyen

« Il faut casser cette complicité masculine »

Pour la psychiatre, spécialiste des violences, les mâles dominants qui commettent des actes de harcèlement sexuel profitent de la complaisance des autres hommes. Seule l'éducation pourra venir à bout du problème

Par **MARIE-FRANCE HIRIGOYEN**

Le raz-de-marée qui a fait suite aux appels à témoigner sur Twitter sur le harcèlement sexuel n'est pas surprenant, car les femmes, qui vivaient ces situations dans la solitude, ont désormais le sentiment d'appartenir à un collectif. Mais si la parole se libère, il existe toujours une incompréhension concernant la réalité de cette problématique. Il y a deux formes de harcèlement sexuel, et l'un, plus banal et plus visible, fait le lit de l'autre.

La première forme, que l'on peut qualifier de harcèlement environnemental, est liée au sexisme ordinaire. Cela se manifeste par des plaisanteries obscènes, des avances grivoises ou un mode de communication fait de regards salaces, de gestes à connotation sexuelle.

Le harcèlement par abus de pouvoir est beaucoup plus difficile à dénoncer, car ses procédés constituent un piège qui vient désarmer les femmes. Ce sont des pressions avec des paroles insistantes, des insinuations de la part d'hommes dominants qui imposent ainsi leur volonté jusqu'à ce que la femme capitule. Cela entraîne chez celle-ci une sidération qui l'empêche de réagir. Elle peut finir par céder, ce qui ne veut pas dire qu'elle était consentante.

Cessons de culpabiliser les femmes qui n'ont pas dénoncé leur harceleur. L'économiste hongroise Piroška Nagy, qui avait été harcelée sexuellement au FMI par Dominique Strauss-Kahn, l'avait très bien décrit : « *I was damned if I did and damned if I didn't* », ce que l'on pourrait traduire par « Quoi que je fasse, j'étais foutue ». Et elle avait raison.

Une loi sur le harcèlement sexuel, même très stricte, comme c'est le cas aux États-Unis, ne peut être d'aucun secours. Que peuvent faire les femmes lorsque leur

poste et leur réputation dépendent d'un homme abusif ? Celles qui tentent de résister le paient

souvent cher : une proposition refusée se transforme souvent en harcèlement moral.

Que se passe-t-il quand une femme tente de dénoncer l'agresseur ? Si les faits viennent d'un collègue ou d'un supérieur hiérarchique intermédiaire, il arrive (rarement) que l'agresseur soit licencié et poursuivi en justice. Cependant, non seulement la plupart des affaires sont classées sans suite faute de preuves, mais la plupart du temps l'agresseur porte plainte pour dénonciation calomnieuse. Quand les faits se produisent dans une grande entreprise ou quand l'agresseur est l'employeur, l'affaire est souvent étouffée et une solution est « négociée ». Mais, au final, c'est toujours la femme qui doit partir.

LA FEMME TROPHÉE

Il faut beaucoup de courage pour aller en justice, car dans un procès pour harcèlement sexuel, comme dans un procès pour viol, les défenseurs de l'accusé vont tenter de discréditer la femme : c'est elle qui a provoqué l'homme, ou bien elle était consentante, et de victime elle se retrouve en position d'accusée. De toute façon elle sera blessée, on va fouiller son passé, exhiber son intimité. Du coup, nombre de femmes n'osent pas contacter les organisations comme l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail, car elles craignent que leur affaire soit rendue publique. En effet, dans le harcèlement sexuel, c'est la victime qui porte seule la culpabilité et la honte de la situation.

Notre société est d'une complaisance persistante vis-à-vis des puissants, qui peuvent ainsi impunément abuser de leur pouvoir. Les études sur le narcissisme pathologique ont montré que, d'une part, il y a beaucoup plus d'hommes narcissiques patholo-

giques que de femmes, et que, d'autre part, ces hommes à l'ego démesuré sont nombreux dans des sphères d'influence et dans des professions offrant prestige

et visibilité, où ils pourront encore plus dominer et s'arroger des privilèges. Pour ces mâles dominants, la femme est un trophée. On sait que ces Narcisse, qui éprouvent un sentiment d'excitation dans les transgressions, craignent moins les sanctions que le rejet de leur communauté. Alors qu'une évidente réprobation de leur environnement pourrait les calmer, ils sont d'autant plus désinhibés qu'ils sentent la complicité des autres hommes. Si des actrices américaines ont pu parler c'est non seulement parce qu'Harvey Weinstein avait perdu de sa puissance et que sa société déclinait, mais aussi parce que d'autres hommes puissants avaient eu récemment à répondre d'actes similaires. Elles pouvaient donc espérer que la société pourrait recevoir leur parole.

Ce n'est qu'en cassant cette complicité masculine que nous viendrons à bout de ce fléau. Tous les hommes ne sont pas abusifs, certains même se sentent personnellement blessés par les dérapages des autres hommes. Il faut mettre fin à l'hypocrisie de notre société qui ferme les yeux sur ces abus de pouvoir. L'arsenal juridique permettant de sanctionner les faits existe mais n'est pas suffisant, il faut éduquer, éduquer encore. Il faudrait que, dans les écoles, on enseigne le respect de l'autre et la non-discrimination et que les enfants apprennent très tôt à repérer une situation injuste. Pour ne pas laisser aux hommes dominants le monopole du pouvoir, il faudrait également que les femmes ne soient plus minoritaires dans les postes à responsabilité. En effet, le harcèlement sexuel est avant tout l'expression exacerbée du sexisme. ■



Marie-France Hirigoyen

est psychiatre et psychanalyste, spécialisée dans l'étude des violences. Elle est notamment l'auteure de « *Abus de faiblesse et autres manipulations* » (JC Lattes, 2012) et de « *Harcèlement moral au travail* » (PUF, 2014)

« Dès le collège, des cours d'éducation et de prévention »

L'ancienne attachée parlementaire Sophie Cahen rappelle que la majorité des victimes de viol sont des mineurs et estime que l'école doit avoir un rôle majeur pour libérer la parole des enfants et les sensibiliser à ces questions

Par SOPHIE CAHEN

Twitter. Plus de 21 millions d'abonnés en France. Combien de femmes ? Combien de Tweet avec le hashtag #balancetonporc ? En vérité, j'aimerais bien qu'on me cite une femme qui n'aurait jamais été victime de harcèlement sexuel. J'ai imaginé avec délectation la difficulté pour les conseillers en communication des cabinets ministériels à construire des éléments de langage qui concilient soutien à la parole des femmes et dangers de la délation. Peut-on accepter qu'un Tweet se substitue à un procès-verbal ? La loi du talion ferait ainsi son grand retour en 140 caractères. J'en connais beaucoup qui ne doivent plus faire les malins.

La secrétaire d'Etat aux droits des femmes, Marlène Schiappa, a trouvé la parade en proposant de judiciaireiser le harcèlement de rue. Formidable ! Je passerai désormais mes journées au commissariat.

J'ai néanmoins un regret dans cet emballement médiatique : quitter à lever les tabous, autant aller jusqu'au bout. Les violences sexuelles

faites aux femmes, soyons francs, ne sont plus un mystère pour personne. Si elles constituent effectivement le premier étage d'une fusée, le second étage, lui, est autrement plus terrifiant.

UN SCANDALE DE SANTÉ PUBLIQUE

En France, les études de victimisation (notamment l'enquête *Impact des violences sexuelles de l'enfance à l'âge adulte*, conduite en 2015 auprès de 1 200 victimes de violences sexuelles par l'association Mémoire traumatique et victimologie avec le soutien de l'Unicef France) montrent que 59 % des femmes et 67 % des hommes victimes de viols et de tentatives de viols sont mineurs. Soit 124 000 filles et 30 000 garçons chaque année, dont 51 % avant l'âge de 11 ans, 23 % avant 6 ans. Moins de 20 % déclarent avoir été reconnus comme victimes et protégés, et 30 % en cas de plainte. Et 94 % de ces violences sont commises par des proches et 54 % par des membres de la famille. Sur 100 agressions

sexuelles, 10 font l'objet de poursuites pénales, qui déboucheront sur 1 condamnation. Soit 1%. Les agresseurs, essentiellement des hommes (dont le quart sont des mineurs), bénéficient presque d'une totale impunité.

Dans l'écrasante majorité des cas, les violences sexuelles sur mineurs ont de graves conséquences sur la santé mentale des jeunes victimes, même si la gravité de ces conséquences psycho-traumatiques est encore trop méconnue, de même pour les conséquences sociales sur l'apprentissage, les capacités cognitives, la socialisation, les risques de conduite asociales et de délinquance.

Régulièrement, la pédophilie fait parler d'elle à travers des faits divers et des procès plus sordides les uns que les autres. A contrario, cette pédophilie du quotidien qui touche 1 enfant sur 5 reste, hélas pour ses victimes, parfaitement taboue, comme le rappelait le psychiatre Muriel Salmona dans son ouvrage *Le Livre noir des violences sexuelles* (Dunod, 2013). Soyons honnêtes ! Qui connaît ces chiffres ?

Le président de la République a fait de l'école son cheval de bataille. Alors, de l'école, parlons-en ! Sur 5 590 000 collégiens et lycéens, on peut ainsi estimer que près de 1 million auront subi des violences sexuelles avant leur majorité. Soit, dans une classe de terminale, 5 élèves sur 25, si on se réfère à la moyenne des effectifs par classe. J'appelle cela un scandale de santé publique. Avec son cortège de conséquences : échecs scolaires, dépressions,

addictions... Pourra-t-on éternellement réserver l'éducation sexuelle et affective à la sphère familiale ? De fait, ce débat sur les violences sexuelles faites aux femmes qui enflamme la Toile et mobilise les stars de cinéma devra nécessairement se tenir dans l'école. Libérer la parole n'est pas aussi facile qu'on le veut lorsqu'il s'agit d'un père, d'un oncle ou d'un grand-père. Twitter n'est certainement pas la solution. Mais j'ose espérer que l'école pourra l'être un jour, en ce qu'elle est susceptible d'offrir un espace de parole protégé pour l'enfant qui veut se libérer.

LUTTE CONTRE LA PORNOGRAPHIE

Pour ce faire, il sera sans doute nécessaire d'imposer des cours d'éducation et de prévention sexuelle dans tous les établissements, et ce, dès l'entrée au collège. De même, nous ne pouvons plus faire l'économie d'une véritable politique publique de lutte contre les ravages de la pornographie sur les représentations féminines des jeunes (et moins jeunes) générations (un enfant a en moyenne 11 ans quand il est exposé pour la première fois à de la pornographie). Quant aux personnels de l'éducation nationale, que faisons-nous pour les accompagner, les soutenir et les former à lutter contre cette réalité abjecte ?

La secrétaire d'Etat aux droits des femmes a annoncé qu'un projet de loi « contre les violences sexistes et sexuelles » sera présenté en 2018 au Parlement. Un exemple type de compilation du « fait divers fait loi » : judiciaireisation du harcèlement de rue, à la suite de la dénonciation de femmes harcelées dans le quartier de La Chapelle à Paris, allongement des délais de prescription pour les crimes sexuels sur mineurs, à la suite du combat mené par Flavie Flament à l'occasion de la sortie de son livre *La Consolation* (JC Lattès, 2016), instauration d'un non-consentement présumé des enfants en matière de relations sexuelles, à la suite de l'affaire de la petite Sarah, en 2017, dont l'agresseur devrait être jugé en février 2018 pour « atteinte sexuelle » et non pour viol.

Espérons que ce projet de loi, au-delà de la prise en considération politique de la charge émotionnelle suscitée par ces différents faits divers, soit l'occasion de briser une bonne fois pour toutes cette loi du silence qui consiste à ne pas faire savoir que trop d'enfants sont victimes de violences sexuelles et que celles-ci ont des répercussions dramatiques pour eux, et pour l'ensemble de notre société. ■



Sophie Cahen est ancienne attachée parlementaire, suppléante de David Douillet, candidat à l'élection législative de 2017 dans la 12^e circonscription des Yvelines

De la nécessité de voir le sexisme comme un système

**CE QU'IL CONVIENT
D'APPELER
LE « PATRIARCAT »
IMPRÈGNE TOUS
LES ORDRES
DE NOTRE VIE**

Analyse

ANGELINE MONTOYA
Service International

Depuis l'explosion de l'affaire Weinstein aux États-Unis, des dizaines de milliers de femmes ont témoigné avoir été victimes de violences sexistes sur les réseaux sociaux. Sous les mots-clés #balancetonporc ou #MoiAussi, elles racontent leur quotidien, fait de commentaires salaces, de mains aux fesses, de rapports sexuels forcés, de chantages... Et c'est la stupéfaction. L'ampleur du phénomène inquiète et sidère, beaucoup découvrent, à cette occasion, que la plupart des femmes de leur entourage en ont été victimes.

Les féministes, pourtant, ont souvent alerté sur la massivité des agressions sexistes. L'enquête ENVEFF (Enquête nationale sur les violences faites aux femmes), première étude statistique en France sur ce thème, estimait en 2000 à 50 000 le nombre de femmes majeures violées tous les ans. Dix ans plus tard, l'Observatoire national de la délinquance et des répressions pénales comptabilisait 75 000 viols ou tentatives de viol. Soit 205 par jour. En 2011, plusieurs associations féministes, reprenant ces chiffres, lancèrent la campagne « La honte doit changer de camp ». En novembre 2012, 313 femmes signaient un manifeste lancé par Clémentine Autain dans

Le Nouvel observateur, « Je déclare avoir été violée », pour, déjà, « que la parole se libère ». Pendant des années, le blog Vie de meuf a recensé des milliers de témoignages de discriminations, inégalités, agressions sexistes

vécues par les femmes au quotidien. Sans que jamais la société ne s'empare à ce point du sujet. Cantonnée les premiers jours à l'univers hollywoodien après les révélations sur le producteur Harvey Weinstein, la critique des comportements sexistes s'est rapidement propagée à toutes les sphères de la société : monde politique, artistique, étudiant, médical... Il n'est pas un univers où les femmes n'aient pas révélé, ces derniers jours, harcèlements, agressions sexuelles ou viols.

Ces manifestations sexistes ont longtemps été dénoncées comme isolées les unes des autres : « le sexisme en politique », « le sexisme en médecine », « le sexisme à l'université », « le sexisme au travail ». Cette critique morcelée a empêché d'avoir une vue d'ensemble : celle du sexisme comme un système, théorisé par nombre de chercheuses en sciences sociales, de Nicole-Claude Mathieu à Christine Delphy en passant par Colette Guillaumin ou Pierre Bourdieu.

L'anthropologue Françoise Héritier situe l'origine du sexisme, qu'elle remarque universel, à ce qu'elle appelle « la valence différentielle des sexes ». Pour elle, les êtres humains ont dû « construire » des catégories pour penser le monde, et notamment pour interpréter les différences biologiques entre hommes et femmes autour de la reproduction. « Pour se

reproduire à l'identique, l'homme est obligé de passer par un corps de femme, écrit-elle dans son ouvrage *Masculin/Féminin* (Odile Jacob, 1995). *Il ne peut le faire par lui-même. C'est cette incapacité qui assoit le destin de l'humanité féminine. (...) Cette injustice et ce mystère sont à l'origine de tout le reste, qui est advenu de façon semblable dans les groupes humains depuis l'origine de l'humanité et que nous appelons la "domination masculine" ».*

PLUSIEURS ANGLES D'ATTAQUE

C'est toute notre conceptualisation du monde qui, selon M^{me} Héritier, est ainsi construite sur cette classification hiérarchique et cette appropriation du corps des femmes. Vu comme un système, ce qu'il convient d'appeler le « patriarcat » imprègne tous les ordres de notre vie. Chaque épiphénomène est l'élément d'un seul et même rouage, chaque pièce permet-

tant à l'autre de fonctionner. « *Qui dit lutter contre un système dit que ce ne sont pas des individus qui sont nos adversaires* », souligne le sociologue Mathieu Arbogast, ex-vice-président de l'association des Chiennes de garde, dans un texte intitulé « *Féministes, nous luttons ensemble contre un système* ».

Langage sexiste, brèche salariale, inégale répartition des tâches ménagères, publicités sexistes, discrimination à l'emploi, harcèlement de rue, agressions sexuelles, injonctions vestimentaires, viol : ce sont toutes des manifestations distinctes d'un même système, qu'il devient dès lors possible d'affronter depuis plusieurs angles d'attaque. Ainsi,

l'écriture inclusive, tant critiquée, a le mérite de remettre en question la règle selon laquelle « le masculin l'emporte sur le féminin » et serait un genre non marqué. Comme le souligne Eliane Viennot, professeuse émérite de littérature et historienne, « *la langue française n'est pas inégalitaire par nature* ». C'est parce que la prédominance du masculin, « plus noble », a été décrétée par une société sexiste qu'aujourd'hui, dans le langage, un seul homme vaut pour mille femmes ou que le mot « *professeuse* » heurte de nombreuses oreilles. Mais « *il n'existe pas de faux combat féministe*, rappelle Mathieu Arbogast. *Chaque combat, même le plus minime, est légitime dans la mesure où il vise à rompre la chaîne, afin que progressivement ce qui semblait normal cesse de l'être* ». Chercher un langage moins sexiste poursuit, dès lors, le même but que tenter de réduire les inégalités salariales ou les violences faites aux femmes.

C'est surtout, soulignent de nombreuses chercheuses, par l'éducation des plus jeunes que le système sexiste pourra être modifié, en réfléchissant à des stratégies sur le très long terme, nécessaires pour renverser des siècles de constructions sociales. En 2014, les « ABCD de l'égalité » étaient conçus comme un outil phare à l'école contre les inégalités entre filles et garçons. Un programme pilote que le ministère de l'éducation avait décidé d'abandonner sous la pression de la Manif pour tous, attachée aux stéréotypes de genre. ■

montoya@lemonde.fr